

Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie

Tél. 03 87 55 79 86

CHR Metz-Thionville

Hôpital de Mercy

1, Allée du Château – CS 45001

57085 Metz Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C. C. A. P.)

**MISSION D'EXAMEN DE LA SITUATION FISCALE ET DES COTISATIONS
SOCIALES DU CHR METZ THIONVILLE ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert européen en application de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 6 mai 2025 à 12h00

ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANTE

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'accompagnement du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville dans l'analyse et la vérification des différents impôts et taxes et charges sociales auxquels il est ou pourra être soumis.

Les spécifications techniques des prestations donnant lieu au marché sont fixées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du marché.

ARTICLE 3 - DUREE ET MODE DE DEVOLUTION DU MARCHÉ

Le marché sera conclu à compter de sa notification pour une durée d'un an, reconductible 3 fois pour des durées d'un an chacune.

En cas de silence du CHR, les reconductions décrites sont tacites. Ces reconductions ne peuvent pas être refusées par le titulaire du marché.

En cas de non reconduction pour la période annuelle suivante, le CHR avisera expressément le titulaire du marché en respectant un préavis d'un mois avant le début de la période considérée. Dans ce cas, le titulaire du marché n'a droit à aucune indemnité.

ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ ET ALLOTISSEMENT

Le présent marché est constitué d'un lot unique. Les prestations objet du marché forment un ensemble cohérent indivisible.

Le marché est un accord cadre à bons de commande **sans minimum et avec un maximum fixé à 600 000 € HT.**

La notification du marché vaut bon de commande pour la mise en place de la prestation.

ARTICLE 5 – PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées selon les taux et prix fixés dans l'annexe financière (annexe de l'acte d'engagement).

5-1-Contenu des prix :

Le prix est réputé tenir compte de tous les frais résultant des présentes dispositions et des charges qui en découlent pour l'attributaire, notamment les frais de déplacement, de visite, d'hébergement pour les personnels mandatés par le titulaire pour l'accomplissement de cette prestation.

Pour la mission principale du marché, la rémunération du titulaire comprend :

- Une partie **forfaitaire** correspondant à :
 - la réalisation de l'audit initial : l'accompagnement jusqu'à l'obtention des résultats affichés en phase d'audit, y compris la validation de la part des administrations concernées (fiscale, ...) et la gestion d'un éventuel contentieux ;
 - l'assistance, la formation et le transfert de compétence réalisés au bénéfice des agents de l'établissement
- Une partie **variable** correspondant à un pourcentage sur les économies réalisées et constatées par le CHR Metz-Thionville.

En revanche, les missions ponctuelles seront rémunérées sur la base d'un forfait journalier à communiquer dans l'offre du candidat. Elles donneront systématiquement lieu à un devis précisant le nombre de journées d'interventions, en fonction de la nature de la demande de l'établissement.

Le prestataire précisera la période sur laquelle il procèdera au calcul de la part de rémunération variable. De même il définira de manière précise les éléments inclus dans l'assiette de rémunération.

Les recommandations dont l'établissement n'a pas souhaité la mise en œuvre ne donneront lieu à aucune facturation.

En cas de non aboutissement d'une opération validée par l'établissement et annulée par la suite sur ordre de l'établissement, l'attributaire pourra prétendre à une indemnité plafonnée à 20 000,00€ TTC (vingt mille euros)

5-2- Forme des prix :

5.2.1 : Les prix forfaitaires sont fermes pour la durée totale du marché.

5.2.2 : Les prix variables et des missions ponctuelles (tarif journalier), sont susceptibles de révision selon les dispositions suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » fixé à mai 2025.

Les prix sont fermes pendant la 1ère année d'exécution du marché. Ils sont révisibles une fois par an à compter de la 2ème année d'exécution du marché, par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I_1 / I_0)$$

Où :

P = Prix révisé HT;

P₀ = Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (mai 2025)

I₁ = dernière valeur connue de l'indice Syntec au jour de révision.

I0 = Valeur initiale de l'indice Syntec au mois 0 (mai 2025).

Cet indice est consultable sur le site Syntec : <http://www.syntec.fr/>.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- l'Acte d'Engagement et son bordereau de prix annexe,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.)
- Offre du prestataire retenu (technique et financière)

ARTICLE 7 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations attendues sont définies dans le CCTP.

ARTICLE 8 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le titulaire du présent marché est responsable des agissements de ses préposés, dans les conditions du droit commun.

Le Titulaire devra justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au tiers du fait d'accident :

- par son personnel salarié en activité sur les différents sites du CHR Metz-Thionville
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation
- du fait d'un événement engageant la responsabilité du titulaire.

Il s'engage, sur toute demande faite par le Centre Hospitalier par lettre recommandée avec avis de réception ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande). Nonobstant l'application de ces pénalités, le CHR de Metz Thionville se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire en cas de non production persistante des pièces relatives à la police d'assurance.

ARTICLE 9 – INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses éventuelles d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 10 - AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

AVANCE FORFAITAIRE

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le CHR Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, si le titulaire du marché en a réclamé le bénéfice par écrit à l'acte d'engagement.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

Pour un contrat de maintenance à l'attachement, le montant de l'avance est liée au montant du bon de commande de prestations à l'attachement : tout ordre de service ou bon de commande atteignant 50 000 € H.T. ouvre droit à l'avance forfaitaire.

Le versement se fera alors dans les 50 jours suivant la notification du marché.

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au CHR Metz-Thionville la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le CHR Metz-Thionville, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le CHR Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 11 - PAIEMENT

11-1-Modalités de facturation

Les factures relatives aux prestations de l'audit ne pourront être transmises à l'établissement qu'après validation par l'administration fiscale ou par les organismes sociaux des démarches et des méthodes de calcul utilisées et après remboursement, le cas échéant, des sommes au le Centre Hospitalier Régional.

Les factures relatives aux missions ponctuelles ne pourront être transmises à l'établissement qu'après réalisation de la ou des prestations convenues.

Toute recommandation non retenue ne pourra donner lieu au paiement d'une prestation. L'attributaire précisera, le cas échéant, sa politique d'escompte en cas de paiement anticipé.

Les factures sont à déposer sur le serveur CHORUS PRO sous le code service FIN, sous peine de ne pas être pris en charge par l'établissement.

11-2-Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€) à l'exclusion de toute autre unité de compte et/ou de paiement, seront établies en un original et une copie portant les indications suivantes, le cas échéant :

- les noms et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- l'objet du marché ou des prestations réalisées,
- la désignation et la quantité de la prestation réalisée, telle qu'indiquée dans l'offre de prix,
- le montant hors T.V.A. de la prestation,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total des prestations livrées ou exécutées,
- la date de la facturation.

Il est précisé que le délai de paiement débute à compter de la date de réception ou du dépôt de la facture conforme, dans la mesure où les différentes opérations de vérification ont été effectuées et ont donné lieu à un avis favorable.

Le paiement peut avoir lieu au fur et à mesure de l'exécution des prestations et après approbation par le Centre Hospitalier des missions facturées.

11-3-Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours

Les factures sont expédiées au fur et à mesure de l'accomplissement des prestations.

11-4-Suspension du délai global de paiement

Toute demande de paiement ne comportant pas l'ensemble des renseignements de l'article 11-2 ne pourra être acceptée, et donnera lieu à notification d'un sursis au paiement, adressé au prestataire pour correction.

Le mode de règlement est le virement administratif.

ARTICLE 12 - PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

lorsque les délais contractuels d'exécution fixés par le marché sont dépassés par le fait du prestataire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule ci-après :

$$P = \frac{V \times R}{300}$$

dans laquelle :

P = Montant des pénalités,

V = Valeur pénalisée (valeur des prestations sur laquelle est appliquée la pénalité),

R = Nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités s'exécutent sans mise en demeure préalable et sur simple constat d'un manquement.

ARTICLE 13 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (ARTICLE 45 DU CCAG-FCS)

En cas de défaillance imputable au titulaire dans l'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non remplacement dans les délais accordés ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires résultant de cette opération pourront être mis à la charge du titulaire défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci pourra être mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et déduite de sa prochaine facturation. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

ARTICLE 14 – RESILIATION

Il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G. sous réserve de la dérogation suivante :

par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 15 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame L'inspectrice générale des finances
Rue des Frères LACRETELLE

57070 METZ
tél. : 33 3 87 65 17 60
fax : 33 3 87 65 17 99.
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 16 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tous contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 17 – DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14 du C.C.A.G. – F.C.S.

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 42 du C.C.A.G. – F.C.S.

Fait à Metz, le 1^{er} avril 2025,

La Directrice des Achats, de la Logistique
et de l'Hôtellerie



Katia REBELO-SEWASTIANOW